

F.S.U. 27 infos

20 avril 2018
Informations à diffuser le
plus largement possible
SVP.

Le 1^{er} Mai est, traditionnellement, l'occasion d'exprimer la solidarité entre les salariés du public et du privé, les retraités, les jeunes.

Cette année, au moment où de nombreux secteurs sont mobilisés pour leurs revendications, ce 1^{er} Mai prend une dimension particulière. Si les revendications peuvent paraître diverses (pouvoir d'achat, emploi, statut, maintien du service public, refus de la sélection...) elles ont toutes un point commun : elles sont les conséquences d'une politique qui refuse obstinément de prendre en compte l'intérêt des salariés. Une politique qui fait le choix de sacrifier l'intérêt général.

Parmi d'autres, les choix faits en matière de services publics, sont une illustration de cette volonté. Dans une société où les inégalités vont croissantes, les mesures prises par le gouvernement ne tendent qu'à affaiblir les services publics.

Baisse des moyens, suppressions de postes, remise en cause des statuts des agents, dégradation des conditions de travail : il s'agit bien d'une attaque en règle contre des services qui restent au service de toutes et tous : un outil essentiel pour permettre à tous les citoyens d'accéder à des services essentiels pour vivre !

La FSU agit pour que d'autres choix soient faits. La FSU considère que le progrès social n'est pas un slogan vétuste mais qu'il doit être la base de toute « réforme ».

Avec la FSU, aux côtés des salariés des autres secteurs, faisons du 1^{er} Mai une journée d'action qui sera une nouvelle étape dans la mobilisation en cours.



1^{er} Mai

FSU, CGT, FO, Solidaires, UNL

POUR

- **les droits des salariés (pouvoir d'achat, emploi, statut)**
- **les services publics**
- **les libertés**
- **la solidarité internationale**

L'EDUCATION NATIONALE N'EST PAS EPARGNEE !

Si le gouvernement fait grand bruit de la « priorité au primaire » il oublie de préciser que les créations de postes sont, en réalité, réalisées avec des fermetures de postes qu'il opère dans le second degré. De plus, cette « priorité au primaire » se concentre sur le dédoublement des CP et CE1 en éducation prioritaire : une bonne chose qui laisse en l'état, voire la dégrade, la situation des autres écoles.

De plus, la réforme des lycées imposée à marche forcée tout comme « Parcoursup » ne répondent en rien aux attentes des personnels ni aux besoins des lycéens et étudiants.

Il faut réellement offrir aux jeunes la possibilité de réussir leur poursuite de scolarité.

La politique mise en œuvre par Blanquer est aux antipodes de cet objectif !

1^{er} MAI

10 H 30

(Bel Ebat)

EVREUX